

Direction de la Planification et de l'Urbanisme  
Service de la Réglementation Urbaine



Aucamville

# Plan Local d'Urbanisme

1<sup>ère</sup> Révision approuvée le 19 décembre 2011

1<sup>ère</sup> modification simplifiée approuvée le 19 décembre 2013

1<sup>ère</sup> Modification du PLU  
approuvée par Délibération  
du Conseil de la Métropole  
du 18/02/2016

0 - Documents relatifs à la procédure



Toulouse Métropole  
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821  
31505 Toulouse Cedex 5  
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01  
[www.toulouse-metropole.fr](http://www.toulouse-metropole.fr)





Planification et Urbanisme

## ARRETE

### DE MISE EN OEUVRE DE LA 1<sup>ère</sup> MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE METROPOLE, COMMUNE D'AUCAMVILLE

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L123-13-1 et L123-13-2,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville approuvé par délibération du Conseil de communauté en date du 19 décembre 2011 et modifié de façon simplifiée par délibération du Conseil de communauté en date du 19 décembre 2013.

## ARRETE

**ARTICLE 1** : En vertu du champ d'application défini à l'article L123-13-1 du code de l'urbanisme, une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, est mise en œuvre, en vue de :

- Accompagner le renouvellement urbain du centre-ville d'Aucamville sur trois secteurs identifiés comme prioritaires pour conforter cette centralité : secteur appelé « Sicre », secteur appelé « SPAR » et secteur appelé « Bâtiments communaux ».

Pour le secteur « SPAR », la zone UA est réduite au profit de la zone UAa, le Règlement Graphique de Détail (RGD) n°4 est modifié (hauteur et implantation des constructions) et une orientation d'aménagement est créée. Le périmètre et le programme de la servitude de Mixité Sociale C (au titre de l'article L123-2b du code de l'urbanisme) sont ajustés en cohérence avec les nouvelles orientations urbaines sur le secteur SPAR.

Pour le secteur « Sicre », le zonage évolue de UB en UAa et le RGD n°4 est étendu sur cette zone pour la hauteur et l'implantation des constructions.

Pour le secteur des bâtiments communaux, la zone UA est réduite au profit de la zone UAa et le RGD n°4 est étendu sur cette zone (hauteur et implantation des constructions).

- Accompagner le renouvellement urbain le long de la Route de Fronton avec la modification du RGD (hauteur et implantation des constructions), la modification des articles 11 (clôture sur emprise publique) et 13 (aménagement des espaces de recul) du règlement écrit et l'intégration de préconisations paysagères pour les espaces de recul le long de la route de Fronton dans les annexes du règlement écrit.

- Conforter la servitude à pourcentage de logements en faveur de la mixité sociale (baisse du seuil de déclenchement de la servitude de 700m<sup>2</sup> à 500m<sup>2</sup> de surface de plancher, application de la servitude élargie aux opérations d'habitat comptant au minimum 5 logements ou 5 lots et obligation de faire fi-

gurer dans le plan masse de l'opération la surface de plancher réservée aux logements locatifs sociaux) au titre de l'article L123-1-5 II-4° du code de l'urbanisme.

- Apporter les adaptations réglementaires suivantes :

- Création d'un RGD n°5 impasse Nicole pour l'implantation des constructions ;
- Modification du RGD n°3 chemin André Salvy pour l'implantation des constructions ;
- Intégration de nouvelles règles pour le stationnement des vélos (dispositions communes) ;
- Intégration de dispositions pour la mise en œuvre d'une démarche de développement durable et de qualité environnementale (dispositions communes) ;
- Exemption des règles d'implantation des constructions des unes par rapport aux autres pour les abris de jardin dans les zones UB et UC (article 8) ;
- Baisse du coefficient d'emprise au sol de 50 % à 40 % en zone UC et création d'un coefficient d'emprise au sol de 40 % en zone UB (article 9) ;
- Précision du gabarit des constructions dans les zones UB et UC (article 10) ;
- Encadrement des toitures terrasses et de la couleur des tuiles dans toutes les zones U à vocation d'habitat (article 11) ;
- Augmentation des règles de stationnement des véhicules pour l'habitat, uniquement pour les constructions de plus de 170m<sup>2</sup> de surface de plancher dans toutes les zones U à vocation d'habitat (article 12) ;
- Augmentation de la part des espaces verts dans les zones UB et UC et application de la règle à toutes les unités foncières sans distinction de surface (article 13) ;
- Simplification et modification de la palette de couleurs concernant les enduits des façades (annexes du règlement écrit) ;
- Mise à jour du lexique avec la suppression de la définition des accès (annexe du règlement écrit) ;
- Ajustement du périmètre de l'orientation d'aménagement n°4 « Andrau » ;
- Suppression des orientations d'aménagement n°1 « Les Bosquets » et n°7 « Chemin de l'Oustalet » qui ont été réalisées ;
- Suppression des Servitudes de Mixité Sociale A et B (au titre de l'article L123-2b du Code de l'urbanisme) qui ont été réalisées ;
- Actualisation des pièces du règlement suite à la loi n° 2014-366 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 avec la suppression du Coefficient d'Occupation du Sol et la nouvelle numérotation des articles du Code de l'urbanisme ;
- Mise à jour dans les documents d'urbanisme, des secteurs affectés par le bruit conformément à l'arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transports terrestres de la Haute-Garonne du 23 décembre 2014 ;
- Intégration dans les annexes de la délibération du Conseil de la Métropole en date du 9 avril 2015 instaurant un périmètre de sursis à statuer L111-10 autour des futures gares du programme GPSO.

**ARTICLE 2 :** Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville sera notifié à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et aux personnes publiques associées telles que mentionnées au premier alinéa du I et au III de l'article L121-4 du code de l'urbanisme, avant l'ouverture de l'enquête publique.

**ARTICLE 3 :** Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées seront soumis à enquête publique selon des modalités fixées par un arrêté de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

**ARTICLE 4 :** A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté sera affiché durant 1 mois au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de la Commune d'Aucamville.

**ARTICLE 7 :** Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,
- Monsieur le Maire d'Aucamville

Fait à Toulouse, le - 9 JUIL. 2015

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

*Le Président de Toulouse Métropole*

*Atteste exécutoire le présent acte*

- Reçu à la Préfecture le :

09 JUIL. 2015

- Publié par affichage :

- au siège de Toulouse Métropole, le :

09 JUIL. 2015

- en mairie, le :

- Notifié dans la Presse :

*Certifié exécutoire le :*

*La Vice Présidente*

Annette LAIGNEAU





Planification et Urbanisme

## ARRETE

### PORTANT OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA PREMIERE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE METROPOLE, COMMUNE D'AUCAMVILLE

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.123-10 et suivants et R.123-15 et suivants ;

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27 ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville approuvé par délibération du Conseil de communauté en date du 19 décembre 2011 et modifié de façon simplifiée par délibération du Conseil de communauté en date du 19 décembre 2013 ;

**Vu** l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 9 Juillet 2015 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la 1ère modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville;

**Vu** la décision en date du 16 Juillet 2015 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse, désignant en qualité de commissaire enquêteur titulaire chargé de conduire l'enquête publique relative à la modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) : **Monsieur Michel JONES**, et en qualité de commissaire enquêteur suppléant **Monsieur Jean-Louis DARDE** ;

**Vu** les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

**Après** avoir consulté le Commissaire Enquêteur, afin de déterminer les dates de réception du public ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1 : Objet de l'enquête**

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville.

Le projet de 1ère modification du PLU soumis à enquête publique porte sur les points suivants:

- Accompagner le renouvellement urbain du centre-ville d'Aucamville sur trois secteurs identifiés comme prioritaires pour conforter cette centralité : secteur appelé « Sicre », secteur appelé « SPAR » et secteur appelé « Bâtiments communaux ».



- Pour le secteur « SPAR », la zone UA est réduite au profit de la zone UAa, le Règlement Graphique de Détail (RGD) n°4 est modifié (hauteur et implantation des constructions) et une orientation d'aménagement est créée. Le périmètre et le programme de la servitude de Mixité Sociale C (au titre de l'article L123-2b du code de l'urbanisme) sont ajustés en cohérence avec les nouvelles orientations urbaines sur le secteur SPAR.
  - Pour le secteur « Sicre », le zonage évolue de UB en UAa et le RGD n°4 est étendu sur cette zone pour la hauteur et l'implantation des constructions.
  - Pour le secteur des bâtiments communaux, la zone UA est réduite au profit de la zone UAa et le RGD n°4 est étendu sur cette zone (hauteur et implantation des constructions).
- Accompagner le renouvellement urbain le long de la Route de Fronton avec la modification du RGD (hauteur et implantation des constructions), la modification des articles 11 (clôture sur emprise publique) et 13 (aménagement des espaces de recul) du règlement écrit et l'intégration de préconisations paysagères pour les espaces de recul le long de la route de Fronton dans les annexes du règlement écrit.
- Conforter la servitude à pourcentage de logement en faveur de la mixité sociale (baisse du seuil de déclenchement de la servitude de 700m<sup>2</sup> à 500m<sup>2</sup> de surface de plancher, application de la servitude élargie aux opérations d'habitat comptant au minimum 5 logements ou 5 lots et obligation de faire figurer dans le plan masse de l'opération la surface de plancher réservée aux logements locatifs sociaux) au titre de l'article L123-1-5 II-4° du code de l'urbanisme.
- Apporter les adaptations réglementaires suivantes :
- Création d'un RGD n°5 impasse Nicole pour l'implantation des constructions ;
  - Modification du RGD n°3 chemin André Salvy pour l'implantation des constructions ;
  - Intégration de nouvelles règles pour le stationnement des vélos (dispositions communes) ;
  - Intégration de dispositions pour la mise en œuvre d'une démarche de développement durable et de qualité environnementale (dispositions communes) ;
  - Exemption des règles d'implantation des constructions des unes par rapport aux autres pour les abris de jardin dans les zones UB et UC (article 8) ;
  - Baisse du coefficient d'emprise au sol de 50 % à 40 % en zone UC et création d'un coefficient d'emprise au sol de 40 % en zone UB (article 9) ;
  - Précision du gabarit des constructions dans les zones UB et UC (article 10) ;
  - Encadrement des toitures terrasses et de la couleur des tuiles dans toutes les zones U à vocation d'habitat (article 11) ;
  - Augmentation des règles de stationnement des véhicules pour l'habitat, uniquement pour les constructions de plus de 170m<sup>2</sup> de surface de plancher dans toutes les zones U à vocation d'habitat (article 12) ;
  - Augmentation de la part des espaces verts dans les zones UB et UC et application de la règle à toutes les unités foncières sans distinction de surface (article 13) ;
  - Simplification et modification de la palette de couleurs concernant les enduits des façades (annexes du règlement écrit) ;
  - Mise à jour du lexique avec la suppression de la définition des accès (annexe du règlement écrit) ;
  - Ajustement du périmètre de l'orientation d'aménagement n°4 « Andrau » ;
  - Suppression des orientations d'aménagement n°1 « Les Bosquets » et n°7 « Chemin de l'Ous-talet » qui ont été réalisées ;
  - Suppression des Servitudes de Mixité Sociale A et B (au titre de l'article L123-2b du Code de l'urbanisme) qui ont été réalisées ;



- Actualisation des pièces du règlement suite à la loi n° 2014-366 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 avec la suppression du Coefficient d'Occupation du Sol et la nouvelle numérotation des articles du Code de l'urbanisme ;
- Mise à jour dans les documents d'urbanisme, des secteurs affectés par le bruit conformément à l'arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transports terrestres de la Haute-Garonne du 23 décembre 2014 ;
- Intégration dans les annexes de la délibération du Conseil de la Métropole en date du 9 avril 2015 instaurant un périmètre de sursis à statuer L111-10 autour des futures gares du programme GPSO.

## **ARTICLE 2 : Autorité responsable du projet**

Il s'agit de Toulouse Métropole, établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU et de documents d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe **6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo)**.

## **ARTICLE 3 : Durée de l'enquête**

L'enquête publique sur le projet de 1<sup>ère</sup> modification du PLU se déroulera pendant une durée de 32 jours consécutifs, du 7 septembre au 8 octobre 2015 inclus.

L'enquête publique prendra fin le 8 octobre à 18h00.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, après notification de sa décision à Toulouse Métropole au plus tard 8 jours avant la fin de l'enquête prévue initialement, prolonger celle-ci pour une durée maximale de trente jours, dans les conditions fixées à l'article R123-6 du code de l'environnement.

Enfin, l'enquête pourra être suspendue ou complétée dans les conditions définies par les articles L123-14, R123-22 et R123-23 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 4 : Désignation du Commissaire Enquêteur**

Afin de conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné le 16 juillet 2015, Monsieur Michel JONES en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire et Monsieur Jean-Louis DARDE en qualité de Commissaire Enquêteur suppléant.

## **ARTICLE 5 : Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête et ouverture des registres d'enquête**

Le dossier du projet de 1<sup>ère</sup> modification du P.L.U. ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé, préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, par Monsieur le Commissaire Enquêteur, seront mis à la disposition du public comme suit :

- Pour Toulouse Métropole : au siège de la Métropole **au 6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,**
- Pour la Ville d'Aucamville : **place Jean-Bazerque \_ 31140 Aucamville, du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h45 à 18h00, le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h45 à 17h30, et le samedi de 8h30 à 12h00.**

Dès publication du présent arrêté, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

Des informations peuvent être demandées auprès de Toulouse Métropole, auprès de la **Direction Générale Déléguée aux Espaces Publics – Service Réglementation Urbaine au 6, Rue René Leduc, BP 35821 - 31505 Toulouse Cedex 5, au numéro suivant : 05-81-91-78-92.**

Le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet de Toulouse Métropole ([www.toulouse-metropole.fr](http://www.toulouse-metropole.fr)) et de la commune d'Aucamville ([www.ville-aucamville.fr](http://www.ville-aucamville.fr)).

#### **ARTICLE 6 : Informations environnementales**

Le projet de 1<sup>ère</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune d'Aucamville n'étant pas soumis à évaluation environnementale, les informations environnementales sont intégrées au dossier soumis à Enquête Publique, consultable :

- Pour Toulouse Métropole : **au siège de la Métropole au 6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.**
- Pour la Ville d'Aucamville : **place Jean Bazerque \_ 31140 Aucamville, du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h45 à 18h00, le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h45 à 17h30, et le samedi de 8h30 à 12h00.**

#### **ARTICLE 7 : Lieux, jours et heures où le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public**

Le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences qu'il tiendra à la Mairie d'Aucamville aux jours et heures suivants :

- Lundi 7 Septembre 2015 de 9h00 à 12h00 ;
- Mercredi 16 Septembre 2015 de 14h00 à 17h00 ;
- Samedi 26 Septembre 2015 de 9h00 à 12h00 ;
- Vendredi 2 Octobre 2015 de 14h00 à 17h00.

#### **ARTICLE 8 : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations**

Les observations du public pourront être consignées sur les registres d'enquête à feuillets non mobiles, mis à sa disposition aux lieux et heures fixés à l'article 5 précédent.

Les observations peuvent également être adressées par écrit à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur, à la Mairie d'Aucamville, place Jean-Bazerque \_ 31140 Aucamville.

Le public aura en outre la possibilité de communiquer ses observations à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur par voie électronique sur le site internet de Toulouse Métropole : [www.toulouse-metropole.fr](http://www.toulouse-metropole.fr).

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les observations du public sont consultables et communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande.

L'ensemble des modalités de communication des observations du public exposé ci-dessus prend fin à la clôture de l'enquête publique, le jeudi 8 octobre 2015 à 18 heures.

#### **ARTICLE 9 : Publicité de l'enquête**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.

Cet avis sera affiché notamment au siège de Toulouse Métropole, à la mairie d'Aucamville et sur tous les emplacements prévus dans la Commune pour l'information du public sur le déroulement du présent projet de modification 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

L'avis au public sera également consultable sur le site internet de Toulouse Métropole ([www.toulouse-metropole.fr](http://www.toulouse-metropole.fr)) et de la Commune d'Aucamville ([www.ville-aucamville.fr](http://www.ville-aucamville.fr))

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

#### **ARTICLE 10 : Clôture des registres d'enquête**

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, les registres déposés en Mairie d'Aucamville et à Toulouse Métropole seront clos et signés par Monsieur le Commissaire Enquêteur, le jeudi 8 octobre 2015 à 18 heures.

L'envoi des courriers adressés par voie postale à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur, ainsi que la communication des observations du public par voie électronique prennent fin selon les mêmes modalités que ci-dessus.

#### **ARTICLE 11 : Élaboration et remise du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur**

Dans les huit jours de la réception des registres et des documents annexés, Monsieur le Commissaire Enquêteur rencontrera le responsable du projet pour lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, ce dernier disposant d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables avec ou sans recommandations, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

A défaut d'une demande motivée de report de délai adressée à Monsieur le Président de Toulouse Métropole par Monsieur le Commissaire Enquêteur, ce dernier dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, pour transmettre à Monsieur le Président de Toulouse Métropole le rapport et les conclusions motivées, ainsi que l'exemplaire du dossier d'enquête déposé à la Mairie d'Aucamville, siège de l'enquête, accompagné des pièces annexées et des registres.

Il adressera simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Monsieur le Président du Tribunal Administratif.

#### **ARTICLE 12 : Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur**

Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole adresse une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur à Monsieur le Maire d'Aucamville et à Monsieur le Préfet, pour y être tenue à disposition du public sans délai pendant 1 an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également mise à disposition du public pendant 1 an au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Direction Générale Déléguée aux Espaces Publics, Service Règlementation Urbaine, 2<sup>ème</sup> étage, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h.

Le rapport et les conclusions seront en outre publiés sur le site internet de Toulouse Métropole et de la Mairie d'Aucamville.

#### **ARTICLE 13 : Décision adoptée à l'issue de l'enquête**

Le projet de modification du P.L.U. objet de la présente enquête sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

#### **ARTICLE 14 : Exécution du présent arrêté**

Monsieur le Commissaire Enquêteur et Monsieur le Président de Toulouse Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de Toulouse Métropole- 6, rue René Leduc, BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 – et à la Mairie d'Aucamville 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et à Monsieur le Maire d'Aucamville.

Fait à Toulouse, le 28 JUL. 2015

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

Le Président de Toulouse Métropole

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le : 28/07/2015

- Publié par affichage :

- au siège de Toulouse Métropole, le : 29/07/2015

- en mairie, le : 31/07/2015

- Notifié dans la Presse :

La Dépêche du Midi et L'Opinion Indépendante :  
Les vendredis 21/08/2015, 4/09/2015 et 11/09/2015.

Certifié exécutoire le : 31/07/2015

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU



## **CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JANVIER 2016**

### **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

\*\*\*\*\*

N° 12.2016

**Nombre de membres :**

Afférents au Conseil municipal : 29  
 En exercice : 29  
 Qui ont pris part à la délibération : 25 Pour : 25 Contre : 0

*Date de la convocation : 19 janvier 2016*

L'an deux mille seize et le vingt six janvier à dix huit heures trente minutes, le Conseil municipal de la Commune d'AUCAMVILLE s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sur convocation régulière, sous la présidence de Monsieur ANDRE, Maire.

**Présents :** MM. ANDRE. BOISSET. FERRARI. GADEN. Mmes BALAGUE. SOULIER. VIGNE DREUILHE. MM. DUBLIN. MANERO. MUSARD. RICAUD. VICENS. Mmes ARMENGAUD. LABORDE. MM. THOMAS. VALMY. Mmes. DENES. FOISSAC. OVADIA. PONS.

**Pouvoirs :** Mme ALEXANDRE à Mme BALAGUE. Mme DETUYAT LACROIX à Mme ARMENGAUD. M. MONTAGNER à M. ANDRE. M. PEGOURIE à M. GADEN. Mme VERNIER à M. RICAUD.

**Absents excusés :** MM. MONTAGNER. PEGOURIE. IGOUNET. POUVILLON. Mmes FABREGAS. ALEXANDRE. DETUYAT LACROIX. ESTAUN. VERNIER.

**Secrétaire de séance :** M. MANERO.

**Objet de la délibération : PLAN LOCAL D'URBANISME – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL RELATIF AU PROJET DE 1ère MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVANT APPROBATION PAR LE CONSEIL DE LA METROPOLE DE TOULOUSE METROPOLE**

**Exposé :**

Le Maire rappelle au Conseil municipal la procédure en cours pour la 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, lancée par arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 9 juillet 2015. Le dossier soumis à enquête publique du 7 septembre 2015 au 8 octobre 2015, par arrêté du Président de Toulouse Métropole du 28 juillet 2015, s'est articulé autour des objectifs suivants :

- Accompagner le renouvellement urbain du centre-ville d'Aucamville sur trois secteurs identifiés comme prioritaires pour conforter cette centralité : secteur appelé « Sicre », secteur appelé « SPAR » et secteur appelé « Bâtiments communaux ».

- Pour le secteur « SPAR », la zone UA est réduite au profit de la zone UAa, le Règlement Graphique de Détail (RGD) n°4 est modifié (hauteur et implantation des constructions) et une orientation d'aménagement est créée. Le périmètre et le programme de la servitude de Mixité Sociale C (au titre de l'article L123-2b du code de l'urbanisme) sont ajustés en cohérence avec les nouvelles orientations urbaines sur le secteur SPAR.

- Pour le secteur « Sicre », le zonage évolue partiellement de UB en UAa et le RGD n°4 est étendu sur cette zone pour la hauteur et l'implantation des constructions.
- Pour le secteur des bâtiments communaux, la zone UA est réduite au profit de la zone UAa et le RGD n°4 est étendu sur cette zone (hauteur et implantation des constructions).

- Accompagner le renouvellement urbain le long de la route de Fronton avec la modification du RGD (hauteur et implantation des constructions), la modification des articles 11 (clôture sur emprise publique) et 13 (aménagement des espaces de recul) du règlement écrit et l'intégration de préconisations paysagères pour les espaces de recul le long de la route de Fronton dans les annexes du règlement écrit.

- Conforter la servitude à pourcentage de logement en faveur de la mixité sociale (baisse du seuil de déclenchement de la servitude de 700m<sup>2</sup> à 500m<sup>2</sup> de surface de plancher, application de la servitude élargie aux opérations d'habitat comptant au minimum 5 logements ou 5 lots et obligation de faire figurer dans le plan de masse de l'opération la surface de plancher réservée aux logements locatifs sociaux) au titre de l'article L123-1-5 II-4° du code de l'urbanisme.

- Apporter les adaptations réglementaires suivantes :

- Création d'un RGD n°5 impasse Nicole pour l'implantation des constructions ;
- Modification du RGD n°3 chemin André Salvy pour l'implantation des constructions ;
- Intégration de nouvelles règles pour le stationnement des vélos (dispositions communes) ;
- Intégration de dispositions pour la mise en œuvre d'une démarche de développement durable et de qualité environnementale (dispositions communes) ;
- Exemption des règles d'implantation des constructions des unes par rapport aux autres pour les abris de jardin dans les zones UB et UC (article 8) ;
- Baisse du coefficient d'emprise au sol de 50 % à 40 % en zone UC et création d'un coefficient d'emprise au sol de 40 % en zone UB (article 9) ;
- Précision du gabarit des constructions dans les zones UB et UC (article 10) ;
- Encadrement des toitures terrasses et de la couleur des tuiles dans toutes les zones U à vocation d'habitat (article 11) ;
- Augmentation des règles de stationnement des véhicules pour l'habitat, uniquement pour les constructions de plus de 170m<sup>2</sup> de surface de plancher dans toutes les zones U à vocation d'habitat (article 12) ;
- Augmentation de la part des espaces verts dans les zones UB et UC et application de la règle à toutes les unités foncières sans distinction de surface (article 13) ;
- Simplification et modification de la palette de couleurs concernant les enduits des façades (annexes du règlement écrit) ;
- Mise à jour du lexique avec la suppression de la définition des accès (annexe du règlement écrit) ;
- Ajustement du périmètre de l'orientation d'aménagement n°4 « Andrau » ;
- Suppression des orientations d'aménagement n°1 « Les Bosquets » et n°7 « Chemin de l'Oustalet » qui ont été réalisées ;
- Suppression des Servitudes de Mixité Sociale A et B (au titre de l'article L123-2b du Code de l'urbanisme) qui ont été réalisées ;
- Actualisation des pièces du règlement suite à la loi n° 2014-366 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) du 24 mars 2014 avec la suppression du Coefficient d'Occupation du Sol et la nouvelle numérotation des articles du Code de l'urbanisme ;
- Mise à jour dans les documents d'urbanisme, des secteurs affectés par le bruit conformément à l'arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transports terrestres de la Haute-Garonne du 23 décembre 2014 ;

- Intégration dans les annexes de la délibération du Conseil de la Métropole en date du 9 avril 2015 instaurant un périmètre de sursis à statuer L111-10 autour des futures gares du programme GPSO.



En vertu de l'article L 123-6 du Code de l'Urbanisme et de l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal est invité à formuler un avis, préalablement à l'examen de l'approbation de la 1ère modification du PLU par le Conseil de la Métropole.

La présente délibération entend mettre l'accent sur les avis des personnes publiques associées formulés en cours de procédure, ainsi que sur les conclusions de la commission d'enquête publique, afin de présenter au Conseil municipal :

- d'une part, les résultats de l'enquête publique et la manière dont Toulouse Métropole prévoit d'y répondre ;
- d'autre part, la nature des évolutions qu'il est prévu d'apporter au dossier de 1ère modification du PLU soumis à enquête, qui sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Par conséquent, la présente délibération se décompose de la manière suivante :

- Partie 1 : Avis des personnes publiques associées et proposition de prise en compte par Toulouse Métropole
- Partie 2 : Enquête publique, conclusions de la commission d'enquête et proposition de prise en compte par Toulouse Métropole

## **I. Avis des personnes publiques associées (PPA) et proposition de prise en compte par Toulouse Métropole**

Dans le cadre de la procédure, le dossier de 1ère modification a été notifié aux personnes publiques associées conformément au Code de l'Urbanisme. 9 réponses ont été reçues, émanant :

- De la Chambre d'Agriculture en date du 21 juillet 2015, qui donne un avis favorable au projet de modification.
- De la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) en date du 22 juillet 2015, qui indique qu'il n'est pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale.
- De Transport et Infrastructures Gaz France (TIGF) en date du 22 juillet 2015, qui informe qu'ils n'ont aucune canalisation dans la commune et qu'ils ne sont pas non plus de projet d'intérêt général.
- Du Conseil Départemental en date du 29 juillet 2015 qui informe que ce dossier n'appelle aucune observation particulière de leur part.
- Du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Toulousaine (SMTC) en date du 5 août 2015 qui n'a pas d'observations particulières à formuler.
- Du Syndicat du Bassin Hers Girou en date du 26 août 2015, qui informe que ce projet n'appelle pas d'observations de leur part.
- De la Région Midi-Pyrénées en date du 9 septembre 2015, qui n'a aucune observation à formuler concernant ce dossier.
- De la Direction Départementale de l'Équipement en date du 10 septembre 2015 qui émet plusieurs observations :
  - Règlement graphique de détails : retrait le long de la route de Fronton RD4 : les retraits sont harmonisés sur certaines séquences de cette voie, l'avis du Conseil Départemental devra être recueilli sur la modification du règlement et son avis joint au dossier d'enquête publique.

➡ *Réponse de Toulouse Métropole: le projet de 1ère modification du PLU d'Aucamville a été notifié au Conseil Départemental le 17 juillet 2015 et son avis a été joint au dossier d'enquête publique.*

- Document écrit : article UA 13 : le long de la route de Fronton, pour l'espace compris entre l'alignement et les bâtiments, l'article UA13 renvoie à des préconisations d'aménagement listées en annexe 1, chapitre 5. Les matériaux ou espèces végétales interdits (conifère, phyllostachys, briquettes de parement...) devraient figurer dans le corps du règlement.

↳ *Réponse de Toulouse Métropole : afin de faciliter la compréhension des préconisations sur ces espaces de recul mais aussi pour ne pas alourdir l'article UA 13, ces préconisations resteront en annexe du règlement.*

- Liste des servitudes de mixité sociale, pièce 4.5 : bien qu'il ne s'agisse pas d'un point relevant précisément de la présente modification, la SMS C ne définit pas le programme de logement attendu sur l'ensemble de ces parcelles tel que précis aux articles L123-2b et R123-12c. Cette procédure pourrait permettre de l'établir.

↳ *Réponse de Toulouse Métropole : le programme de la SMS C tel que défini aujourd'hui (pourcentage minimum de surface de plancher dédiée à l'habitat et pourcentage destiné à du logement locatif social conventionné) apparaît comme suffisant. En complément de ces éléments, la commune a lancé un appel à projet pour l'aménagement de ce foncier sur la base d'un cahier des charges comprenant des éléments de programmation plus précis et de nature à compléter ceux inscrits dans le PLU.*

- Evolution des annexes, mise à jour de l'arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transport terrestre : la DDT a engagé un travail de production cartographique sur la base de ce nouvel arrêté de classement sonore. Si vous souhaitez reprendre le faisceau sur le document graphique, les données sont disponibles sur le site des services de l'État en Haute-Garonne.

↳ *Réponse de Toulouse Métropole : les faisceaux de l'arrêté préfectoral de classement sonore seront repris sur le règlement graphique.*

- De la Chambre de Commerce et d'Industrie en date du 5 octobre 2015, qui émet un avis favorable concernant ce dossier.

## **II. Enquête publique, conclusions de la commission d'enquête et proposition de prise en compte par Toulouse Métropole**

### **1. Enquête publique**

Le projet de modification du PLU a ensuite fait l'objet d'une enquête publique prescrite par arrêté en date du 28 juillet 2015, dirigée par Monsieur Michel JONES, commissaire enquêteur, du 7 septembre 2015 au 8 octobre 2015 inclus.

Dans le registre d'enquête ouvert en commune, ont été consignés par le public 26 observations (20 observations écrites, 2 pétitions et 4 courriers postaux).

Dans le registre ouvert à Toulouse Métropole, ont été consignés par le public 12 observations (11 courriels et 1 pétition).

L'analyse des observations fait apparaître :

- 2 observations concernant le manque d'affichage sur le secteur « SICRE » et demande de rajout d'un panneau d'affichage de l'avis au public d'enquête publique sur ce secteur ;
- 11 observations pour s'opposer au développement des immeubles et à l'augmentation de la constructibilité (densification) ;
- 7 observations pour s'opposer à l'augmentation de la constructibilité sur le secteur Sicre ;
- 4 observations pour demander la limitation des constructions à 9 mètres sur l'avenue de Fronton et à 6 mètres en dehors de cette zone ;
- 11 observations sur l'augmentation des difficultés de circulation ;
- 10 observations concernant le manque d'infrastructures publiques (écoles...) ;
- 1 observation concernant la disparition des Toulousaines ;
- 8 observations sur le manque de place de stationnement ;
- 1 observation sur l'accessibilité de l'espace public ;
- 1 observation sur la répartition des espaces verts dans la commune ;

- 1 observation sur la règle de retrait par rapport aux limites séparatives, jugée insuffisante pour la protection de l'intimité des constructions entre elles ;
- 1 observation sur la compatibilité du réseau d'eau potable avec la densification urbaine ;
- 1 observation sur les moyens pour assurer la sécurité par rapport à l'augmentation de la population ;
- 1 observation sur la préservation des arbres sur la parcelle AH 179 sur le secteur « Sicre » ;
- 1 observation sur la perturbation possible des émissions des antennes situées au 2 impasse des Violettes par les futures constructions sur le secteur « Sicre » et sur l'exposition des futurs habitants du secteur « Sicre » aux émissions de ces antennes ;
- 1 observation concernant le traitement égalitaire pour les places de stationnement allouées entre les logements locatifs sociaux et les autres logements ;
- 2 observations sur le rajout des stationnements pour les visiteurs ;
- 1 observation concernant la rédaction de l'article UA10 et le lien avec le règlement graphique de détail n°4 ;
- 5 observations concernant la publicité et le manque d'information sur le projet par rapport à l'augmentation de la constructibilité ;
- 2 observations concernant la prise de renseignement sur le projet de modification du PLU ;
- 7 observations pour s'opposer à la liaison piétonne entre la route de Fronton et le chemin de l'Oustalet par l'impasse Charles Perrault ;
- 1 observation pour s'opposer aux hauteurs sur le secteur SPAR ;
- 1 observation sur le manque de pistes cyclables ;
- 1 observation concernant le respect de l'harmonie entre les différents quartiers d'Aucamville ;
- 1 observation concernant le besoin d'apporter une vision d'ensemble et prospective du développement de la commune ;
- 1 observation pour demander de prévoir un retrait par rapport à la route de Fronton, supérieur sur le secteur SPAR ;
- 1 observation concernant la gestion des eaux de ruissellement en lien avec le pourcentage d'espaces verts imposé par le PLU ;
- 1 observation concernant le maintien du foyer municipal.

## 2. Conclusions

La commission d'enquête, dans ses conclusions en date du 8 novembre 2015 a émis un avis favorable à la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville soumise à enquête publique, assorti d'une réserve et de 3 recommandations suivantes :

### RESERVE :

- 1 - Supprimer sur le secteur « Sicre » la hauteur fixée à 12 mètres pour les constructions dans le règlement graphique de détail n°4 et la remplacer par une hauteur de 9 mètres.

👉 *Toulouse métropole répond à la réserve de la manière suivante :*

- *Toulouse Métropole lève la réserve en réduisant de 12 mètres à 9 mètres la hauteur des constructions sur le secteur « Sicre » dans la zone UAa (règlement graphique de détail n°4).*

### RECOMMANDATIONS :

- 1 - Établir un nouveau règlement graphique de détail pour le secteur « Sicre » qui ne fait pas partie du renouvellement urbain le long de la route de Fronton concerné par le graphique de détail n°4.
- 2 - Modifier la rédaction des articles UA2, UB2 et UC2 du règlement écrit sur le pourcentage de logements locatifs sociaux, comme indiqué au point 3 de la motivation de l'avis.
- 3 - Faire figurer dans le corps du règlement les matériaux et espèces végétales interdits qui figurent en annexe 1, ainsi que le demande la DDT.

☞ *Toulouse Métropole prend en compte les recommandations de la manière suivante :*

- 1- *Toulouse Métropole prend en compte partiellement la recommandation, le titre du règlement graphique de détail n°4 sera modifié pour tenir compte de l'élargissement de la centralité de la route de Fronton et sera ainsi renommé « centralité Aucamvilloise ».*
- 2- *Toulouse Métropole prend en compte partiellement la recommandation, en modifiant la rédaction des UA2, UB2 et UC2 relative au pourcentage de logements locatifs sociaux de la façon suivante : « Les opérations d'habitat de plus de 500 m² de surface de plancher, à condition qu'un minimum de 30 % de la surface de plancher et de 30% du nombre de logements soit réservé à la construction de logements locatifs sociaux. Les opérations d'habitat avec un minimum de 5 logements ou 5 lots, à condition qu'un minimum de 30% du nombre de logements ou de lots soit réservé à la construction de logements locatifs sociaux. Dans le cas d'une demande de permis d'aménager ou d'une déclaration préalable, cette surface de plancher pourra être répartie sur un ou plusieurs lots et devra figurer sur le plan de masse de l'opération. »*
- 3- *Toulouse Métropole ne prend pas en compte cette recommandation, en effet, afin de faciliter la compréhension des préconisations sur ces espaces de recul mais aussi pour ne pas alourdir l'article UA 13, ces préconisations resteront en annexe du règlement.*

-----

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de donner un AVIS FAVORABLE au projet de 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville tel que modifié pour prendre en compte partiellement les remarques de la DDT (mise à jour du règlement graphique du PLU concernant l'arrêté préfectoral n°2014357-0008 du 23 décembre 2014 relatif au classement sonore des infrastructures de transport terrestre), lever la réserve et prendre en compte partiellement les recommandations n°1 et n°2 du commissaire enquêteur.

### **Décision :**

Le Conseil municipal,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-1 et suivants et L153-43, L153-44 et R123-1 à R123-14L.123-1,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.) de la Grande Agglomération Toulousaine approuvé le 15 juin 2012, modifié le 12 décembre 2013 et mis en compatibilité le 9 décembre 2014,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012,

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté par délibération du Conseil de Communauté le 17 mars 2011, modifié par délibération du 17 décembre 2015,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2011, modifié de façon simplifiée par délibération du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2013,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 9 juillet 2015 mettant en œuvre la procédure,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 28 juillet 2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville,

Vu les avis des personnes publiques associées,

Vu le rapport du commissaire enquêteur en date du 8 novembre 2015 qui a émis un avis favorable assorti d'une réserve et de 3 recommandations,

Vu le dossier de 1ère modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, prêt à être approuvé par le Conseil de la Métropole de Toulouse Métropole,

Entendu l'exposé de Mme ARMENGAUD, Conseillère municipale déléguée, et après en avoir délibéré,

**Décide**

**Article 1** : d'émettre un avis favorable sur le projet de 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, joint à la présente délibération, tel que modifié pour prendre en compte partiellement les remarques de la DDT (mise à jour du règlement graphique du PLU concernant l'arrêté préfectoral n°2014357-0008 du 23 décembre 2014 relatif au classement sonore des infrastructures de transport terrestre), lever la réserve et prendre en compte partiellement les recommandations n°1 et n°2 du commissaire enquêteur.

**Article 2** : de dire que le dossier de 1ère modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, une fois approuvé par le Conseil de la Métropole, ainsi que le rapport de la Commission d'Enquête seront consultables au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc, Direction de la Planification et de l'Urbanisme, 2<sup>ème</sup> étage, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h, ainsi que sur le site Internet de la Ville d'Aucamville et via celui de Toulouse Métropole.

**Article 3** : de préciser que la présente délibération sera exécutoire après sa transmission au représentant de l'Etat et son affichage pendant un mois en Mairie.

**Article 4** : de dire que la présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la ville d'Aucamville.

**Article 5** : d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes afférents à la procédure.

-

Le Maire,  
Gérard ANDRE

*Document signé électroniquement*

Accusé de réception en préfecture  
031-213100225-20160126-26012016\_12-DE  
Reçu le 01/02/2016  
Signé par serialNumber=0001,CN=Gerard  
d'ANDRE,T=MAIRE D'AUCAMVILLE,  
OU=DIRECTION GENERALE,O  
U=0002 21310022500019,OU=M  
AIRIE D'AUCAMVILLE,O=MAIRIE  
D'AUCAMVILLE,L=SAINT ALB  
AN,C=FR Commune d'Aucamville – 31140  
29/01/2016







Délibération n°DEL-16-0075

**Approbation de la 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville suite à enquête publique**

L'an deux mille seize le jeudi dix-huit février à neuf heures, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Vanel - Arche Marengo - Toulouse.

**Participants**

Afférents au Conseil :	134
Présents :	89
Procurations :	39
Date de convocation :	12 février 2016

**Présents**

Aucamville	M. Gérard ANDRE
Aussonne	M. Francis SANCHEZ
Balma	M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	M. Joseph CARLES, Mme Monique COMBES, M. Bernard KELLER, Mme Danielle PEREZ
Brax	M. François LEPINEUX
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	M. Damien LABORDE, M. Guy LAURENT, Mme Josiane MOURGUE, Mme Karine TRAVAIL- MICHELET
Cornebarrieu	Mme Dominique BOISSON, M. Daniel DEL COL
Cugnaux	Mme Pascale LABORDE
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Launaguet	Mme Aline FOLTRAN, M. Michel ROUGE
L'Union	Mme Nadine MAURIN, M. Marc PERE, Mme Nathalie SIMON-LABRIC
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Pibrac	Mme Anne BORRIELLO
Saint-Alban	M. Raymond-Roger STRAMARE
Saint-Jean	M. Michel FRANCES, Mme Marie-Dominique VEZIAN
Saint-Jory	M. Thierry FOURCASSIER
Saint-Orens	M. Marc DEL BORRELLO, Mme Dominique FAURE
Seilh	M. Jean-Louis MIEGEVILLE
Toulouse	Mme Laurence ARRIBAGE, M. Olivier ARSAC, Mme Catherine BLANC, Mme Michèle BLEUSE, Mme Charlotte BOUDARD, M. Maxime BOYER, M. Frédéric BRASILES, M. François BRIANCON, M. Sacha BRIAND, M. Joël CARREIRAS, M. François CHOLLET, M. Pierre COHEN, Mme Martine CROQUETTE, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Monique DURRIEU, Mme Christine ESCOULAN, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT,

	Mme Marie-Jeanne FOUQUE, M. Régis GODEC, M. Francis GRASS, Mme Isabelle HARDY, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Pierre LACAZE, Mme Florie LACROIX, M. Jean-Luc LAGLEIZE, Mme Annette LAIGNEAU, M. Jean-Michel LATTES, M. Laurent LESGOURGUES, Mme Marthe MARTI, Mme Marie-Hélène MAYEUX-BOUCHARD, Mme Brigitte MICOULEAU, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Dorothée NAON, Mme Evelyne NGBANDA OTTO, M. Romuald PAGNUCCO, M. Jean-Louis REULAND, Mme Françoise RONCATO, M. Daniel ROUGE, Mme Sylvie ROUILLON VALDIGUIE, M. Bertrand SERP, Mme Martine SUSSET, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Gisèle VERNIOL, Mme Jacqueline WINNEPENNINCKX-KIESER, M. Aviv ZONABEND
Tournefeuille	M. Patrick BEISSEL, M. Claude RAYNAL
Villeneuve-Tolosane	Mme Martine BERGES, M. Dominique COQUART

**Conseillers ayant donné pouvoir**

	Pouvoir à
Mme Brigitte CALVET	Marie-Dominique VEZIAN
Mme Roseline ARMENGAUD	Monique COMBES
Mme Lysiane MAUREL	Francis SANCHEZ
Mme Sophie LAMANT	Vincent TERRAIL-NOVES
M. Laurent MERIC	Danielle PEREZ
M. Maurice GRENIER	Robert MEDINA
M. Bernard LOUMAGNE	Jean-Louis MIEGEVILLE
M. Patrick JIMENA	Michèle BLEUSE
Mme Elisabeth MAALEM	Guy LAURENT
M. Michel AUJOLAT	Pascale LABORDE
M. Philippe GUERIN	Bernard KELLER
M. Gilles BROQUERE	Thierry FOURCASSIER
Mme Corinne VIGNON ESTEBAN	Ida RUSSO
M. Robert GRIMAUD	Aline FOLTRAN
M. Patrick DELPECH	Patrice RODRIGUES
M. Bernard SANCE	François LEPINEUX
M. Edmond DESCLAUX	Joseph CARLES
M. Jacques SEBI	Michel ROUGE
M. Bruno COSTES	Marie-Jeanne FOUQUE
M. Jacques DIFFIS	Raymond-Roger STRAMARE
M. Bernard SOLERA	Aviv ZONABEND
M. Christophe ALVES	Christine ESCOULAN
Mme Sophia BELKACEM GONZALEZ DE CANALES	Emilion ESNAULT
M. Franck BIASOTTO	Annette LAIGNEAU
M. Jean-Jacques BOLZAN	Sacha BRIAND
Mme Marie-Pierre CHAUMETTE	Nicole MIQUEL-BELAUD
Mme Hélène COSTES-DANDURAND	Francis GRASS
M. Romain CUJIVES	François BRIANCON
Mme Vincentella DE COMARMOND	Isabelle HARDY
M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE	Jacqueline WINNEPENNINCKX-KIESER
Mme Marie DEQUE	Charlotte BOUDARD
M. Samir HAJJE	Laurent LESGOURGUES
M. Djillali LAHIANI	Philippe PLANTADE
M. Antoine MAURICE	Régis GODEC
Mme Claude TOUCHEFEU	Pierre COHEN
Mme Elisabeth TOUTUT-PICARD	Jean-Claude DARDELET
Mme Mireille ABBAL	Claude RAYNAL
M. Daniel FOURMY	Monique DURRIEU
M. Jacques TOMASI	Martine BERGES

**Conseillers excusés**

Colomiers	M. Michel ALVINERIE, M. Arnaud SIMION
Gagnac	M. Michel SIMON
Toulouse	Mme Cécile RAMOS, M. Jean-Jacques ROUCH
Tournefeuille	Mme Danielle BUYS

**Délibération n° DEL-16-0075**

**Approbation de la 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville suite à enquête publique**

**Exposé**

La procédure de 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville a été lancée par arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 09 juillet 2015.

Le dossier soumis à enquête publique présentait les objectifs suivants :

- Accompagner le renouvellement urbain du centre-ville d'Aucamville sur trois secteurs identifiés comme prioritaires pour conforter cette centralité : secteur appelé « Sicre », secteur appelé « SPAR » et secteur appelé « Bâtiments communaux ».
- Pour le secteur « SPAR », la zone UA est réduite au profit de la zone UAa, le Règlement Graphique de Détail (RGD) n°4 est modifié (hauteur et implantation des constructions) et une orientation d'aménagement est créée. Le périmètre et le programme de la servitude de Mixité Sociale C (au titre de l'article L151-41-4° du code de l'urbanisme) sont ajustés en cohérence avec les nouvelles orientations urbaines sur le secteur SPAR.
- Pour le secteur « Sicre », le zonage évolue partiellement de UB en UAa et le RGD n°4 est étendu sur cette zone pour la hauteur et l'implantation des constructions.
- Pour le secteur des bâtiments communaux, la zone UA est réduite au profit de la zone UAa et le RGD n°4 est étendu sur cette zone (hauteur et implantation des constructions).
- Accompagner le renouvellement urbain le long de la Route de Fronton avec la modification du RGD (hauteur et implantation des constructions), la modification des articles 11 (clôture sur emprise publique) et 13 (aménagement des espaces de recul) du règlement écrit et l'intégration de préconisations paysagères pour les espaces de recul le long de la route de Fronton dans les annexes du règlement écrit.
- Conforter la servitude à pourcentage de logement en faveur de la mixité sociale (baisse du seuil de déclenchement de la servitude de 700m² à 500m² de surface de plancher, application de la servitude élargie aux opérations d'habitat comptant au minimum 5 logements ou 5 lots et obligation de faire figurer dans le plan masse de l'opération la surface de plancher réservée aux logements locatifs sociaux) au titre de l'article L151-15 du code de l'urbanisme.

Et apporter les adaptations réglementaires suivantes :

- Création d'un RGD n°5 impasse Nicole pour l'implantation des constructions ;
- Modification du RGD n°3 chemin André Salvy pour l'implantation des constructions ;
- Intégration de nouvelles règles pour le stationnement des vélos (dispositions communes) ;
- Intégration de dispositions pour la mise en œuvre d'une démarche de développement durable et de qualité environnementale (dispositions communes) ;
- Exemption des règles d'implantation des constructions des unes par rapport aux autres pour les abris de jardin dans les zones UB et UC (article 8) ;

- Baisse du coefficient d'emprise au sol de 50 % à 40 % en zone UC et création d'un coefficient d'emprise au sol de 40 % en zone UB (article 9);
- Précision du gabarit des constructions dans les zones UB et UC (article 10);
- Encadrement des toitures terrasses et de la couleur des tuiles dans toutes les zones U à vocation d'habitat (article 11);
- Augmentation des règles de stationnement des véhicules pour l'habitat, uniquement pour les constructions de plus de 170m<sup>2</sup> de surface de plancher dans toutes les zones U à vocation d'habitat (article 12);
- Augmentation de la part des espaces verts dans les zones UB et UC et application de la règle à toutes les unités foncières sans distinction de surface (article 13);
- Simplification et modification de la palette de couleurs concernant les enduits des façades (annexes du règlement écrit);
- Mise à jour du lexique avec la suppression de la définition des accès (annexe du règlement écrit);
- Ajustement du périmètre de l'orientation d'aménagement n°4 « Andrau »;
- Suppression des orientations d'aménagement n°1 « Les Bosquets » et n°7 « Chemin de l'Oustalet » qui ont été réalisées;
- Suppression des Servitudes de Mixité Sociale A et B (au titre de l'article L151-41-4° du Code de l'urbanisme) qui ont été réalisées;
- Actualisation des pièces du règlement suite à la loi n° 2014-366 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 avec la suppression du Coefficient d'Occupation du Sol et la nouvelle numérotation des articles du Code de l'urbanisme;
- Mise à jour dans les documents d'urbanisme, des secteurs affectés par le bruit conformément à l'arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transports terrestres de la Haute-Garonne du 23 décembre 2014;
- Intégration dans les annexes de la délibération du Conseil de la Métropole en date du 9 avril 2015 instaurant un périmètre de sursis à statuer L424-1 autour des futures gares du programme GPSO.

Le projet de modification du PLU a d'abord fait l'objet d'une consultation préalable des personnes publiques associées prévues par la procédure de modification.

Dans ce cadre, 9 réponses ont été reçues, émanant :

- De la Chambre d'Agriculture en date du 21 juillet 2015, qui donne un avis favorable au projet de modification.
- De la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) en date du 22 juillet 2015, qui indique qu'il n'est pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale.
- De Transport et Infrastructures Gaz France (TIGF) en date du 22 juillet 2015, qui informe qu'ils n'ont aucune canalisation dans la commune et qu'ils n'ont pas non plus de projet d'intérêt général.
- Du Conseil Départemental en date du 29 juillet 2015 qui informe que ce dossier n'appelle aucune observation particulière de sa part.
- Du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Toulousaine (SMTTC) en date du 05 août 2015 qui n'a pas d'observation particulière à formuler.
- Du Syndicat du Bassin Hers Girou en date du 26 août 2015, qui informe que ce projet n'appelle pas d'observation de sa part.
- De la Région Midi-Pyrénées en date du 09 septembre 2015, qui n'a aucune observation à formuler concernant ce dossier.
- De la Direction Départementale de l'Équipement en date du 10 septembre 2015 qui émet plusieurs observations :

- Règlement graphique de détails : retrait le long de la route de Fronton RD4 : les retraits sont harmonisés sur certaines séquences de cette voie, l'avis du Conseil Départemental devra être recueilli sur la modification du règlement et son avis joint au dossier d'enquête publique.

**Réponse de Toulouse Métropole :** le projet de 1ère modification du PLU d'Aucamville a été notifié au Conseil Départemental le 17 juillet 2015 et son avis a été joint au dossier d'enquête publique.

- Document écrit : article UA 13 : le long de la route de Fronton, pour l'espace compris entre l'alignement et les bâtiments, l'article UA13 renvoie à des préconisations d'aménagement listées en annexe 1, chapitre 5. Les matériaux ou espèces végétales interdits (conifère, phyllostachys, briquettes de parement...) devraient figurer dans le corps du règlement.

**Réponse de Toulouse Métropole :** Afin de faciliter la compréhension des préconisations sur ces espaces de recul mais aussi pour ne pas alourdir l'article UA 13, ces préconisations resteront en annexe du règlement.

- Liste des servitudes de Mixité sociale, pièce 4.5 : Bien qu'il ne s'agisse pas d'un point relevant précisément de la présente modification, la SMS C ne définit pas le programme de logement attendu sur l'ensemble de ces parcelles tel que précisé aux articles L151-41-4° et R123-12c. Cette procédure pourrait permettre de l'établir.

**Réponse de Toulouse Métropole :** Le programme de la SMS C tel que défini aujourd'hui (pourcentage minimum de surface de plancher dédiée à l'habitat et pourcentage destiné à du logement locatif social conventionné) apparaît comme suffisant. En complément de ces éléments, la commune a lancé un appel à projet pour l'aménagement de ce foncier sur la base d'un cahier des charges comprenant des éléments de programmation plus précis et de nature à compléter ceux inscrits dans le PLU.

- Evolution des annexes, mise à jour de l'arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures de transport terrestre : la DDT a engagé un travail de production cartographique sur la base de ce nouvel arrêté de classement sonore. Si vous souhaitez reprendre le faisceau sur le document graphique, les données sont disponibles sur le site des services de l'État en Haute-Garonne.

**Réponse de Toulouse Métropole :** les faisceaux de l'arrêté préfectoral de classement sonore seront repris sur le règlement graphique.

- De la Chambre de Commerce et d'Industrie en date du 05 octobre 2015, qui émet un avis favorable concernant ce dossier.

Le projet de modification du PLU a ensuite fait l'objet d'une enquête publique prescrite par arrêté en date du 28 juillet 2015, dirigée par Monsieur Michel JONES, commissaire enquêteur, du 07 septembre 2015 au 08 octobre 2015 inclus.

Dans le registre d'enquête ouvert en Commune, ont été consignées par le public 26 observations (20 observations écrites, 2 pétitions et 4 courriers postaux).

Dans le registre d'enquête ouvert à Toulouse Métropole, ont été consignées par le public 12 observations (11 courriels et 1 pétition).

L'analyse des observations fait apparaître :

- 2 observations concernant le manque d'affichage sur le secteur « SICRE » et demande de rajout d'un panneau d'affichage de l'avis au public d'enquête publique sur ce secteur;
- 11 observations pour s'opposer au développement des immeubles et à l'augmentation de la constructibilité (densification) ;
- 7 observations pour s'opposer à l'augmentation de la constructibilité sur le secteur Sicre ;
- 4 observations pour demander la limitation des constructions à 9 mètres sur l'avenue de Fronton et à 6 mètres en dehors de cette zone ;
- 11 observations sur l'augmentation des difficultés de circulation ;
- 10 observations concernant le manque d'infrastructures publiques (écoles ...) ;



- 1 observation concernant la disparition des « Toulousaines » ;
- 8 observations sur le manque de place de stationnement ;
- 1 observation sur l'accessibilité de l'espace public ;
- 1 observation sur la répartition des espaces verts dans la commune ;
- 1 observation sur la règle de retrait par rapport aux limites séparatives, jugée insuffisante pour la protection de l'intimité des constructions entre elles ;
- 1 observation sur la compatibilité du réseau d'eau potable avec la densification urbaine ;
- 1 observation sur les moyens pour assurer la sécurité par rapport à l'augmentation de la population ;
- 1 observation sur la préservation des arbres sur la parcelle AH 179 sur le secteur « SICRE » ;
- 1 observation sur la perturbation possible des émissions des antennes situées au 2 impasse des Violettes par les futures constructions sur le secteur « SICRE » et sur l'exposition des futurs habitants du secteur « SICRE » aux émissions de ces antennes ;
- 1 observation concernant le traitement égalitaire pour les places de stationnement allouées entre les logements locatifs sociaux et les autres logements ;
- 2 observations sur le rajout des stationnements pour les visiteurs ;
- 1 observation concernant la rédaction de l'article UA10 et le lien avec le règlement graphique de détail n°4 ;
- 5 observations concernant la publicité et le manque d'information sur le projet par rapport à l'augmentation de la constructibilité ;
- 2 observations concernant la prise de renseignement sur le projet de modification du PLU ;
- 7 observations pour s'opposer à la liaison piétonne entre la route de Fronton et le chemin de l'Oustalet par l'impasse Charles Perrault ;
- 1 observation pour s'opposer aux hauteurs sur le secteur SPAR ;
- 1 observation sur le manque de pistes cyclables ;
- 1 observation concernant le respect de l'harmonie entre les différents quartiers d'Aucamville ;
- 1 observation concernant le besoin d'apporter une vision d'ensemble et prospective du développement de la commune ;
- 1 observation pour demander de prévoir un retrait par rapport à la route de Fronton, supérieur sur le secteur SPAR ;
- 1 observation concernant la gestion des eaux de ruissellement en lien avec le pourcentage d'espaces verts imposé par le PLU ;
- 1 observation concernant le maintien du foyer municipal.

Des réponses individuelles aux observations ont été apportées dans le rapport du Commissaire Enquêteur consultable pendant un an à la Mairie d'Aucamville, à Toulouse Métropole, à la Préfecture de Haute-Garonne et sur le site Internet de Toulouse Métropole.

À l'issue de l'enquête publique, le Commissaire Enquêteur, dans ses conclusions remises le 10 novembre 2015 a émis un **avis favorable** assorti de 1 réserve et 3 recommandations à la 1ère modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville, soumise à l'enquête publique :

- **Réserve n°1 :**

Supprimer sur le secteur « SICRE » la hauteur fixée à 12 mètres pour les constructions dans le règlement graphique de détail n°4 et la remplacer par une hauteur de 9 mètres.



**Réponse de Toulouse Métropole :**

Toulouse Métropole lève la réserve en réduisant de 12 mètres à 9 mètres la hauteur des constructions sur le secteur « SICRE » dans la zone UAa (règlement graphique de détail n°4).

- **Recommandation n°1**

Établir un nouveau règlement graphique de détail pour le secteur « SICRE » qui ne fait pas partie du renouvellement urbain le long de la route de Fronton concerné par le graphique de détail n°4.

**Réponse de Toulouse Métropole :**

Toulouse Métropole prend en compte partiellement la recommandation, le titre du règlement graphique de détail n°4 sera modifié pour tenir compte de l'élargissement de la centralité de la route de Fronton et sera ainsi renommé « centralité Aucamvilloise ». En cohérence avec cette évolution, il est également nécessaire de clarifier l'article UA10 dans le règlement écrit afin de ne plus faire uniquement référence aux parcelles en bordure de la route de Fronton concernant le renvoi au graphique de détail n°4 pour le secteur UAa. Le commissaire enquêteur prend ainsi acte de cette clarification dans ses conclusions motivées du rapport d'enquête.

- **Recommandation n°2**

Modifier la rédaction des articles UA2, UB2 et UC2 du règlement écrit sur le pourcentage de logements locatifs sociaux, comme indiqué au point 3 de la motivation de l'avis.

**Réponse de Toulouse Métropole :**

Toulouse Métropole prend en compte partiellement la recommandation, en modifiant la rédaction des articles UA2, UB2 et UC2 relative au pourcentage de logements locatifs sociaux de la façon suivante : « Les opérations d'habitat de plus de 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher, à condition qu'un minimum de 30% de la surface de plancher et de 30% du nombre de logement soit réservé à la construction de logements locatifs sociaux. Les opérations d'habitat avec un minimum de 5 logements ou 5 lots, à condition qu'un minimum de 30% du nombre de logement ou de lot soit réservé à la construction de logements locatifs sociaux. Dans le cas d'une demande de permis d'aménager ou d'une déclaration préalable, cette surface de plancher pourra être répartie sur un ou plusieurs lots et devra figurer sur le plan de masse de l'opération ». Cette nouvelle rédaction sera également mise à jour dans la légende du plan de zonage.

- **Recommandation n°3**

Faire figurer dans le corps du règlement les matériaux et espèces végétales interdits qui figurent en Annexe 1, ainsi que le demande la DDT.

**Réponse de Toulouse Métropole :**

Toulouse Métropole ne prend pas en compte cette recommandation. En effet, afin de faciliter la compréhension des préconisations sur ces espaces de recul mais aussi pour ne pas alourdir l'article UA 13, ces préconisations resteront en annexe du règlement.

Ainsi, il vous est donc proposé d'approuver la 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville telle que jointe à la présente délibération et modifiée pour prendre en compte partiellement les remarques de la DDT (mise à jour du règlement graphique du PLU concernant l'arrêté préfectoral n°2014357-0008 du 23 décembre 2014 relatif au classement sonore des infrastructures de transport terrestre), lever la réserve et prendre en compte partiellement les recommandations n°1 et n°2 du commissaire enquêteur. Les références au code de l'urbanisme sont également revues dans la présente délibération et dans le dossier de modification pour tenir compte de la recodification opérée par l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme, entrée en vigueur au 01 janvier 2016.

## Décision

---

Le Conseil de la Métropole,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L151-1 et suivants et L153-43, L153-44 et R123-1 à R123-14 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (S.Co.T.) de la Grande Agglomération Toulousaine approuvé le 15 juin 2012, modifié le 12 décembre 2013 et mis en compatibilité le 9 décembre 2014 ;

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 ;

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté par délibération du Conseil de Communauté le 17 mars 2011, modifié par délibération du 17 décembre 2015;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2011, modifié de façon simplifiée par délibération du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2013;

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 09 juillet 2015 mettant en œuvre la procédure ;

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 28 juillet 2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville ;

Vu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur en date du 08 novembre 2015 qui a émis un avis favorable assorti de 1 réserve et de 3 recommandations ;

Vu l'avis du Conseil Municipal de la Commune d'Aucamville en date du 28 janvier 2016 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets Urbains du 21 janvier 2016 ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

### Article 1

D'approuver le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune d'Aucamville comprenant les modifications initiales soumises à enquête publique ouverte du 07 septembre 2015 au 08 octobre 2015 inclus, et celles rectifiées suite à cette enquête conformément au dossier joint à la présente délibération.

### Article 2

De procéder, en application des dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, à l'affichage de la présente délibération au siège de Toulouse Métropole ainsi qu'à la Mairie d'Aucamville durant un mois et à une insertion dans un journal diffusé dans le Département.

### Article 3

De préciser que la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

### Article 4

De tenir à la disposition du public la présente délibération, le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Direction de l'Urbanisme Réglementaire, 2<sup>ème</sup> étage, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h, ces documents étant également consultables à la Mairie d'Aucamville et à la Préfecture de la Haute-Garonne.

Le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur seront consultables sur le site Internet de la Mairie d'Aucamville et de Toulouse Métropole.

**Article 5**

De préciser que la présente délibération sera exécutoire après la transmission du dossier au représentant de l'État et l'accomplissement des mesures de publicité et d'affichage édictées à l'article 2 ci-dessus.

**Article 6**

D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes afférents.

**Résultat du vote :**

Pour	128
Contre	0
Abstentions	0
Non participation au vote	0

Publiée par affichage le

23 FEV. 2016

Reçue à la Préfecture le

25 FEV. 2016

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,  
Au registre sont les signatures,  
Pour extrait conforme,  
Le Président,





Jean-Luc MOUDENC